

FRANCE

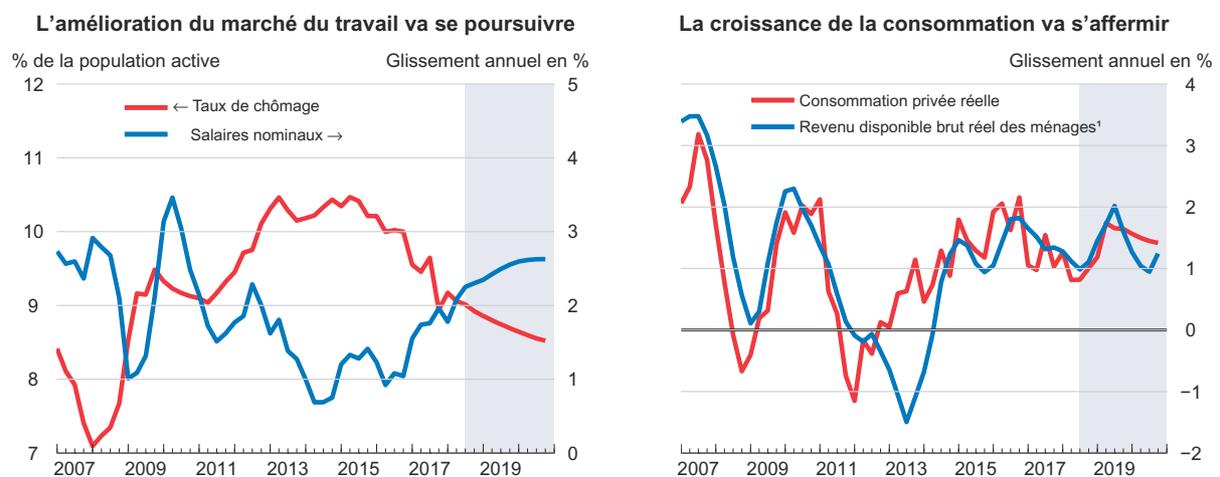
La croissance économique devrait se poursuivre à un rythme d'environ 1 ½ pour cent en 2019 et 2020. La persistance de conditions de financement favorables et les baisses d'impôts accordées aux entreprises stimuleront leurs investissements, malgré le ralentissement de la demande extérieure. La diminution des prélèvements sur le travail, la flexibilisation du marché de l'emploi et l'amélioration des possibilités de formation favoriseront la création d'emplois, notamment pour la main-d'œuvre peu qualifiée, soutenant la consommation des ménages. L'inflation sous-jacente se renforcera, sous l'effet du raffermissement de l'activité économique et de la hausse progressive des salaires.

Le déficit budgétaire diminuera peu à peu, malgré une augmentation temporaire due à la réforme d'un dispositif de crédit d'impôt en 2019. Les efforts d'assainissement des finances publiques demeurent cependant modestes. Une nouvelle réduction des dépenses non prioritaires est nécessaire pour inscrire le ratio dette publique/PIB, actuellement proche de 100 % (au sens de Maastricht), sur une trajectoire résolument descendante et financer durablement les baisses d'impôts en cours en faveur des entreprises et des ménages. Parallèlement, le gouvernement devra poursuivre les réformes structurelles pour que la croissance soit plus inclusive et durable.

La croissance est bien ancrée

L'activité économique a rebondi après un ralentissement temporaire. L'épisode de chaleur, les grèves prolongées et le fléchissement du pouvoir d'achat des ménages, dû à un pic d'inflation et à la hausse de certains impôts, ont ralenti la consommation et l'investissement des ménages au début de 2018. Cela étant, leur pouvoir d'achat a progressé par la suite, la croissance de l'emploi demeurant forte et l'allègement de la taxe d'habitation ainsi que de certaines cotisations sociales prenant effet.

France



1. Moyenne mobile sur quatre trimestres.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876651>

France : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2014)				
PIB aux prix du marché	2 198.3	1.1	2.3	1.6	1.6	1.5
Consommation privée	1 188.5	1.9	1.2	1.0	1.6	1.5
Consommation publique	523.4	1.4	1.4	0.9	0.8	0.4
Formation brute de capital fixe	472.6	2.7	4.7	2.9	2.4	2.4
Demande intérieure finale	2 184.5	2.0	2.0	1.4	1.6	1.4
Variation des stocks ¹	26.4	-0.4	0.2	-0.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	2 210.9	1.6	2.2	1.1	1.5	1.4
Exportations de biens et services	672.2	1.5	4.7	3.3	3.6	3.4
Importations de biens et services	684.8	3.1	4.1	1.5	3.2	3.3
Exportations nettes ¹	- 12.6	-0.5	0.1	0.5	0.1	0.0
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.2	0.7	0.9	1.4	1.6
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.3	1.2	2.2	1.8	1.8
IPCH sous-jacent ²	—	0.6	0.6	0.9	1.2	1.6
Taux de chômage ³ (% de la population active)	—	10.1	9.4	9.0	8.8	8.6
Taux d'épargne brute des ménages (% du revenu disponible)	—	13.7	13.8	14.0	14.0	13.8
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.6	-2.7	-2.7	-2.9	-1.7
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	125.6	124.3	125.0	125.5	124.7
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	98.3	98.5	99.1	99.8	99.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-0.8	-0.6	-0.4	-0.2	0.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

3. Y compris les départements d'outre-mer.

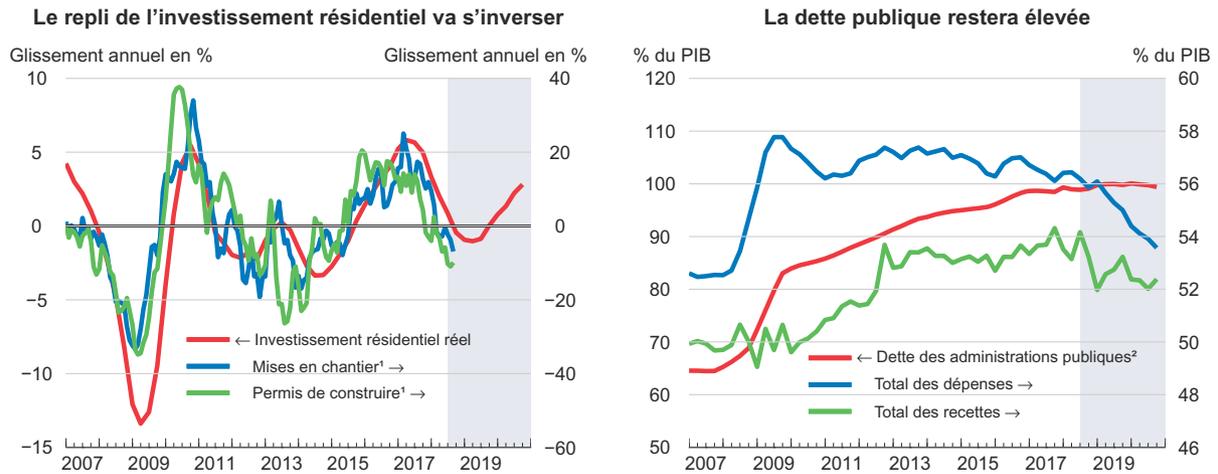
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877696>

Le taux de chômage baisse et le recours aux emplois aidés et aux contrats de courte durée a diminué. Les pénuries de main-d'œuvre très qualifiée sont en hausse, et la croissance des salaires est montée en régime. Néanmoins, les taux d'emploi demeurent faibles et les travailleurs peu qualifiés sont confrontés à des taux de chômage plus élevés, ils occupent des emplois de moindre qualité et leur accès à la formation est plus limité, ce qui pèse sur le bien-être et les revenus.

Les effets des récentes hausses des cours du pétrole et des augmentations progressives des taxes sur le tabac et l'énergie ont entraîné une accélération temporaire de l'inflation des prix à la consommation cette année. Le renforcement de l'économie, ainsi que les effets indirects du renchérissement de l'énergie, alimentent une remontée progressive de l'inflation sous-jacente, mais celle-ci est en partie freinée par le fait que l'euro s'est apprécié. La montée des cours du pétrole et le récent trou d'air dans les exportations ont entraîné une dégradation du solde commercial, mais les exportations devraient s'accélérer à la faveur du renforcement des livraisons aéronautiques et d'un rebond du tourisme.

France



1. Pourcentage de variation en glissement annuel des flux cumulés sur 3 mois.

2. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des *Perspectives économiques de l'OCDE*, n° 104 ; et ministère de l'Environnement.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876670>

Les réformes structurelles favoriseront une croissance plus inclusive

Le déficit budgétaire se creusera à cause d'un allègement ponctuel d'ampleur de la fiscalité des entreprises en 2019, mais il devrait ensuite refluer à un niveau proche de 1.7 % du PIB en 2020. Néanmoins, les efforts d'assainissement budgétaire sont modestes. Les mesures destinées à alléger la charge fiscale pesant sur les ménages et les entreprises s'équilibrent globalement avec les efforts de réduction des dépenses publiques courantes, et avec les hausses de taxes qu'il convient de saluer sur l'environnement et sur le tabac, au cours de la période considérée. Le fait que le travail et les entreprises soient moins imposés va renforcer les incitations à l'emploi et stimuler l'activité économique. La dette publique va toutefois demeurer, à près de 100 % du PIB (au sens de Maastricht), à un niveau historiquement élevé.

Des efforts supplémentaires de réduction des dépenses inefficaces et non prioritaires seront nécessaires pour permettre les baisses d'impôts en cours, reconstituer les marges de manœuvre budgétaires et durablement diminuer la dette publique. En particulier, les autorités devront avoir effectivement recours aux examens ciblés des dépenses publiques pour réduire les chevauchements de compétences entre les collectivités territoriales et identifier les domaines dans lesquels il est possible de ne pas remplacer chaque fonctionnaire partant à la retraite. La mise en œuvre rapide des réformes de la formation des adultes, des soins de santé et des retraites pourrait également renforcer l'inclusion sociale et la croissance à long terme et alléger la dette plus rapidement.

Les récentes réformes du marché du travail contribueront à améliorer l'inclusion, les compétences et la qualité des emplois. Les réformes du travail menées en 2017 facilitent les négociations au niveau de l'entreprise, réduisent l'insécurité juridique qui entoure les licenciements économiques, simplifient la représentation des salariés et permettent une meilleure prise en compte de la situation des petites entreprises dans les accords de branche. Leur mise en œuvre et le développement de nouveaux accords d'entreprise et de

branche permettront d'assurer une meilleure concordance entre les évolutions de la productivité et des salaires au niveau des entreprises, ainsi que de favoriser les embauches en contrat à durée indéterminée (CDI). Les financements supplémentaires pour la formation des travailleurs peu qualifiés et des chômeurs, la refonte du système de formation professionnelle et l'accent mis sur l'apprentissage contribueront également à améliorer les compétences et à assurer une meilleure adéquation entre offres et demandes d'emploi. Une intensification de la concurrence dans les services renforcerait également la croissance de l'emploi.

La croissance devrait rester ferme

Le taux de croissance économique restera à 1.6 % en 2019, avant de se replier doucement à 1.5 % en 2020. Les réformes budgétaires et du marché du travail en cours soutiendront les exportations et l'investissement des entreprises. Les gains d'emploi et les conditions de financement favorables, ainsi que l'allègement des impôts prélevés sur les ménages, stimuleront la consommation privée et l'investissement en logements. Les tensions sur le marché du travail devraient se traduire par une accélération de la progression des salaires et de la hausse des prix. Le redressement de l'investissement public se poursuivra. Néanmoins, l'essoufflement de la dynamique internationale pèsera sur les exportations et l'investissement des entreprises vers la fin de la période considérée.

La croissance de la consommation pourrait se révéler plus forte ou plus faible qu'anticipé, dans la mesure où il est difficile de prévoir les effets qu'auront les modifications en cours de la fiscalité sur la confiance des ménages et leur comportement d'épargne. Les répercussions des baisses d'impôts et de charges sociales payés par les entreprises, ainsi que de l'amélioration temporaire de leur situation financière en 2019, pourraient aussi être plus importantes qu'on ne s'y attend, ce qui se traduirait par un regain de dynamisme de l'investissement, de la croissance de l'emploi et de la consommation. Néanmoins, les entreprises pourraient décider de privilégier la réduction de leur endettement, ce qui affaiblirait l'expansion économique. La résurgence de turbulences sur les marchés de capitaux, ainsi que des chocs économiques affectant les grandes économies européennes, pourraient aussi tirer vers le bas les exportations et l'investissement.